

LE RADICAL

BUREAUX : A ROUBAIX, RUE NEUVE, 17—A TOURCOING, RUE DES POUTRAINS, 42

Directeur : ALFRED REBOUX

AGENCE SPECIALE A PARIS : Rue Notre-Dame-des-Victoires, 28

ABONNEMENTS ET ANNONCES : Rue Neuve, 17, à Roubaix. — A Lille, rue du Curé-Saint-Etienne 9 bis. — A Paris, chez MM. HAVAS, LAFITTE et C^o, place de la Bourse, 8, et rue Notre-Dame-des-Victoires, 34, à Bruxelles, l'OFFICE DE PUBLIERS.

ROUBAIX, LE 2 JUILLET 1888

LA COMMISSION DU BUDGET

Le résultat du budget qui a eu lieu samedi pour la nomination de la commission du budget met le projet de M. Peytral en l'air et le cabinet en danger.

Sur les trente-trois commissaires élus, le budget préparé par le ministre des finances ne compte pas un seul défenseur. C'est-à-dire qu'il n'y a pas un seul député disposé à accepter en partie, et il est sur un très petit nombre, — s'accordant sur ce point avec la majorité, qu'il est impossible de ratifier la suppression de la dette flottante.

Parmi ces trente-trois commissaires, les amis du gouvernement sont, tout au plus, au nombre de douze. Les autres appartiennent à l'union des gauches et représentent, — c'est la justice qui les qualifie ainsi, — ce qu'il y a de plus « intraitable » dans l'opposition. C'est assez dire de quels sentiments ils sont animés envers le cabinet.

Cette manifestation des bureaux de la Chambre prouve clairement que le ministère n'a point la majorité au Palais-Bourbon. L'ordre du jour voté vendredi au Sénat, à l'unanimité, atteste qu'au Luxembourg il est encore en plus fâcheuse posture.

Rien n'est donc plus facile que de prévoir le sort qui l'attend avant longtemps. La fragilité de son existence apparaît désormais clairement.

Si l'on en croit les journaux radicaux, qui accueillent le vote de samedi avec de véritables cris de fureur, c'est à la baisse du boulangisme qu'il faudrait attribuer le retour offensif des opportunistes, décidés à reprendre le gouvernail qu'on leur a racheté.

« L'élection de la Charente, dit M. Tony Réville, — dans le Radical, leur a rendu leur confiance — en eux-mêmes, leur audace et les moyens qui leur sont familiers. Ils se sont imaginés que la chute de Drouineau en Charente entraînerait la leur, et que le boulangisme avait été tué. Ils se sont dit : « Ce n'est pas à nous d'être vaincus, nous n'avons plus besoin de concentration, le danger n'existe plus. Nous pouvons marcher de nouveau à notre but : la déroute du radicalisme et des radicaux. Nous pouvons aujourd'hui, sans crainte, nous associer avec la droite pour battre le ministère, pour le renverser, quel que soit le terrain, quelle que soit la question, qu'il s'agisse de budget ou du maire de Carcassonne. »

Bien curieuse la conclusion de cet article, et nous nous reprocherions d'en dérober la connaissance à nos lecteurs :

« La coterie ferryste veut le pouvoir, s'écrie M. Tony Réville. Ils veulent, les hommes de l'Union et de la division républicaine, ils veulent représenter la France devant l'étranger pendant les fêtes de l'Exposition, et ils veulent faire les élections pour imposer leur République égoïste, exclusive, antimoderniste, et ce pays qu'ils ont déjà tant trompé. »

Mais les choses n'ont pas à leur gré. Ils sont délaissés de plus de cinq cent mille francs. Une autre jeton, très grand au Cambodge, est le tacotum : on le joue en plein air, devant les portes des habitations ; il ressemble beaucoup à notre bonneteau. Sur une planchette sont inscrits les numéros 1, 2, 3, 4, 5, 6. On mise à son gré sur chacun des numéros, et ainsi de suite.

Il y a, au Cambodge, beaucoup de maisons de jeu où l'on passe la nuit autour des tables de tacotum. C'est triste à relater, sur cinquante joueurs il y a trente Européens ; c'est assez dire que nos officiers et nos fonctionnaires ne se font pas faute de donner l'emploi le moins moralisateur.

que presque unanime — il faut savoir gré à la Justice de la modestie de ce projet — et il aura raison de l'attaque conduite avec tant de fureur. Le moment est venu pour lui de donner des coups et non d'en recevoir.

« Que le cabinet se montre ! s'écrie M. Camille Pelletan. Qu'il n'ait pas l'air de subterfuges horribles ! Qu'il aille de l'avant ! On l'a mis hors d'état de dire un bon budget. Il n'a rien dit. Le Sénat a dit les réformes ; M. Léon Say a fait à cet égard une profession de foi splendide ; et le ministère n'a pu même répondre. »

« C'est pour cela que le Sénat se sent une haine toute à fait invraisemblable. Et aujourd'hui le ministre recueille les fruits de sa débâcle morale. Qu'il agisse ! Qu'il parle au pays ! Qu'il dénonce les comptes dont il est entortillé. »

« Dans une situation comme celle-ci, les hésitations sont les plus mauvaises. Chaque fois que le suffrage universel se prononce, il fait connaître sa volonté. Les hommes éminents qui ont reçu la haute mission d'inaugurer la politique voulue par la démocratie font de grands efforts, ils ne se contentent pas de se défendre ; ils posent des questions nettement ! On leur donne l'assaut ; qu'ils se défendent ! »

Poser les questions nettement, voilà certes, un noble et beau conseil. Mais M. Floquet, qui connaît cette attitude pour l'avoir prise jadis avec non moins de cranerie, alors qu'il n'avait pas de portefeuille à défendre, pensera peut-être que M. Camille Pelletan en parle bien à son aise.

Le jeu en Extrême-Orient

Qu'est-ce que le jeu des trente-six bêtes ? M. Constant, gouverneur général de l'Indo-Chine, aurait, paraît-il, rétabli au Cambodge, et qu'on avait oublié depuis longtemps.

« Les employés de la maison à laquelle est concédée le monopole des « trente-six bêtes » parcourent les villages, les campagnes, et proposent aux habitants de participer à ce jeu qui est une véritable loterie. »

« Comme son titre l'indique, le jeu se compose de trente-six animaux : bœuf, hippopotame, lion, tigre, éléphant, rhinocéros, crocodile, chèvre, etc. »

« Chaque numéro — un bête — coûte une piastre, c'est-à-dire trois francs environ. (La valeur de la piastre est variable.) »

« On tire les numéros sous plaqués, on tire cette sorte de loterie, absolument comme on tire les numéros du jeu patriotique, le lotto. »

« Les gagnants sont avisés de leur réussite par des créanciers, qui vont à Paom-Penh, capitale du Cambodge, à Saigon et dans d'autres cités, où ils prennent, au bout d'une pique, la tête de l'animal qui a gagné. »

« Il est bon d'ajouter que le fermier de ce jeu s'arrange toujours de façon que l'animal sur lequel il y a le moins de mises, soit l'animal gagnant, et que le gagnant soit le plus riche des joueurs. »

« On ne voit, dans ce jeu, que les groupes les plus riches de la population, et cela prouve, pour sa défense, qu'il ne se joue pas parmi les moins hostiles à son projet. »

« Heureusement, la commission est composée de telle sorte que l'on est en droit de compter sur l'esprit de modération et sur la généralité de son mandat de ses membres. La journée d'hier a été un grand succès pour les républicains de gouvernement. Ils sauront s'en montrer dignes, en n'aussant pas de leur victoire. »

« Ils auront à cœur de s'en servir, non pour acculer le ministère à une Chambre prononce pour le tirer, au contraire, du mauvais pas où il s'est mis. »

« D'autre part, la République française écrit : « La nomination de la nouvelle commission du budget, chargée d'examiner le projet déposé par le gouvernement, a eu lieu hier et a donné les meilleurs résultats qu'il fût possible d'espérer. »

« Le budget du gouvernement n'a pas trouvé un défenseur, au moins pour les parties qui sont l'œuvre personnelle du ministre des finances. »

« Tous, non seulement les élus, mais tous ceux qui ont pris la parole, ont condamné l'œuvre de M. le ministre des finances. »

« Tout le monde a porté le même jugement sur les traits caractéristiques de son projet ;

« Augmentation considérable des dépenses ; »

« Absence d'économies ; »

« Evaluation arbitraire et aléatoire des recettes ; »

« Défaut d'équilibre. »

« La partie la plus sérieusement et la plus justement critiquée de la loi est le projet de budget. Le budget est le cœur de la vie politique, et il est de la plus haute importance que le ministre des finances considère les bons du Trésor comme une recette. »

« Le fait capital, c'est que, à une grande majorité, on a condamné la méthode suivie depuis dix ans par les dernières commissions du budget, qui s'étaient substituées au gouvernement, qui avaient à la fois épuisé sur les attributions nécessaires et exclusives du pouvoir exécutif, et avaient ainsi complètement déplacé les responsabilités. »

« Si le projet présenté par le gouvernement n'est pas en équilibre, le devoir de la commission est de le réviser, et non pas de chercher les moyens de l'équilibrer. »

« Cela est l'œuvre exclusive, essentielle, du gouvernement. »

« Nous pouvons espérer avec confiance que la nouvelle commission du budget entreprendra et dirigera ses travaux sous l'empire de cette idée maîtresse. C'est ce qu'il faut nous en tenir à leur place. »

« Ce ne sera pas trop tôt. »

« FLOQUET REMIS A SA PLACE, cela veut dire sans doute ; nommé consul dans quelque ville de Pologne ? »

« Un surplus, le Radical se charge de nous indiquer l'état d'esprit du président du conseil, devant la défaite qu'il vient de subir. »

« Ce que M. Tony Réville va dire des opportunistes et des imprégnations qu'il va vomir contre eux, nous pouvons les attribuer à M. Floquet, dont les opinions se reditent dans cette prose. »

« L'élection de la Charente, dit M. Tony Réville dans le Radical, leur a rendu leur confiance en eux-mêmes, leur audace et les moyens qui leur sont familiers. Ils se sont imaginés que la chute de Drouineau en Charente entraînerait la leur, et que le boulangisme avait été tué. »

« Mais les choses n'ont pas à leur gré. Ils sont délaissés de plus de cinq cent mille francs. Une autre jeton, très grand au Cambodge, est le tacotum : on le joue en plein air, devant les portes des habitations ; il ressemble beaucoup à notre bonneteau. Sur une planchette sont inscrits les numéros 1, 2, 3, 4, 5, 6. On mise à son gré sur chacun des numéros, et ainsi de suite. »

« Il y a, au Cambodge, beaucoup de maisons de jeu où l'on passe la nuit autour des tables de tacotum. C'est triste à relater, sur cinquante joueurs il y a trente Européens ; c'est assez dire que nos officiers et nos fonctionnaires ne se font pas faute de donner l'emploi le moins moralisateur. »

« Le roi Norodom passe toutes ses après-midi à jouer au tacotum dans les rues, avec les gens du peuple. Un de ses divertissements favoris est de contraindre les joueurs à suivre ses conseils. »

« Le roi Norodom est le plus grand joueur de son temps ; mais si la chose contraire se produit, et il est sûr qu'il le fera, le roi jettera un regard plein de haine sur son souverain, qu'il livrera à tous les diables de l'Asie. »

« Le roi Norodom, nous l'avons dit, est le plus grand joueur de son temps ; mais si la chose contraire se produit, et il est sûr qu'il le fera, le roi jettera un regard plein de haine sur son souverain, qu'il livrera à tous les diables de l'Asie. »

« L'arrache alors ses vêtements, qu'il jette en l'air, et se précipite dans les rues, avec les gens du peuple, à la poursuite de son souverain, qu'il livrera à tous les diables de l'Asie. »

« Norodom est un homme de taille moyenne, au nez aquilin, les yeux noirs, les cheveux noirs, et il parle quelques mots de français, qu'il se défendit ! »

REVUE DE LA PRESSE

Qui l'aidera ? Voici le Radical qui devient boulangiste. Mais il faut prendre les choses d'un peu haut pour expliquer cette évolution. On sait que la presse opportuniste est fort dure pour le ministère. Le Temps, que nous avons connu moins cruel, prend plaisir à balancer l'épée de Damoclès sur les têtes ministérielles.

Le passage suivant a dû plonger ce pauvre M. Floquet dans la plus profonde consternation. « Faites-lui l'aumône dit en souriant le Temps. »

« La situation ne laisserait pas que d'être grave si la commission voulait abuser de ses avantages. Rien ne serait plus simple que de renouveler, contre MM. Floquet et Peytral, la manœuvre qui renversa, il y a quelques années, le cabinet de Drouineau. La commission ferait immédiatement rapport sur le budget dont elle est saisie, et elle dirait à la Chambre : « Voilà les propositions du gouvernement ; il augmente considérablement les dépenses, répudie votre programme d'économies, laisse le budget extraordinaire sans destination, détruit le peu qui restait du chapitre V, votre commission se refuse à ratifier un projet qui serait une banqueroute à tous vos engagements. D'autre part, ce n'est pas à la commission à se substituer au gouvernement pour diriger un budget ; voyez donc ce qu'il vous conviendrait de faire. Nous n'avons pas de budget, à proprement parler, et, cependant, le nous en fait un : que la Chambre dise si cette situation est à établir ; pour nous, nous jugeons qu'elle ne l'est pas ; entre la commission et le gouvernement, nous sommes en droit de nous prononcer. »

« Si ce langage est tenu, si cette attitude est prise, les suites n'en seraient pas douteuses ; une crise ministérielle deviendrait inévitable. »

« On ne voit, dans ce jeu, que les groupes les plus riches de la population, et cela prouve, pour sa défense, qu'il ne se joue pas parmi les moins hostiles à son projet. »

« Heureusement, la commission est composée de telle sorte que l'on est en droit de compter sur l'esprit de modération et sur la généralité de son mandat de ses membres. La journée d'hier a été un grand succès pour les républicains de gouvernement. Ils sauront s'en montrer dignes, en n'aussant pas de leur victoire. »

« Ils auront à cœur de s'en servir, non pour acculer le ministère à une Chambre prononce pour le tirer, au contraire, du mauvais pas où il s'est mis. »

« D'autre part, la République française écrit : « La nomination de la nouvelle commission du budget, chargée d'examiner le projet déposé par le gouvernement, a eu lieu hier et a donné les meilleurs résultats qu'il fût possible d'espérer. »

« Le budget du gouvernement n'a pas trouvé un défenseur, au moins pour les parties qui sont l'œuvre personnelle du ministre des finances. »

« Tous, non seulement les élus, mais tous ceux qui ont pris la parole, ont condamné l'œuvre de M. le ministre des finances. »

« Tout le monde a porté le même jugement sur les traits caractéristiques de son projet ;

« Augmentation considérable des dépenses ; »

« Absence d'économies ; »

« Evaluation arbitraire et aléatoire des recettes ; »

« Défaut d'équilibre. »

« La partie la plus sérieusement et la plus justement critiquée de la loi est le projet de budget. Le budget est le cœur de la vie politique, et il est de la plus haute importance que le ministre des finances considère les bons du Trésor comme une recette. »

« Le fait capital, c'est que, à une grande majorité, on a condamné la méthode suivie depuis dix ans par les dernières commissions du budget, qui s'étaient substituées au gouvernement, qui avaient à la fois épuisé sur les attributions nécessaires et exclusives du pouvoir exécutif, et avaient ainsi complètement déplacé les responsabilités. »

« Si le projet présenté par le gouvernement n'est pas en équilibre, le devoir de la commission est de le réviser, et non pas de chercher les moyens de l'équilibrer. »

« Cela est l'œuvre exclusive, essentielle, du gouvernement. »

« Nous pouvons espérer avec confiance que la nouvelle commission du budget entreprendra et dirigera ses travaux sous l'empire de cette idée maîtresse. C'est ce qu'il faut nous en tenir à leur place. »

NOUVELLES DU JOUR

Une conférence monarchiste. Châlons-sur-Saône, 1er juillet. — Aujourd'hui à ce lieu, dans les vastes ateliers du faubourg St-Laurent, en présence de douze conseillers assistants, une réunion monarchiste. M. Chevrier, conseiller municipal, président.

M. Calla a pris la parole, il a débüté par un exposé de la situation du pays. Il a été interrompu fréquemment par des applaudissements. L'orateur a dit : « Il est temps que le pays se reprenne, la France désire une ère de pacification et de réconciliation nationale. Elle l'a prouvé déjà par les élections municipales, notamment dans la Saône-et-Loire où soixante-douze communes ont été gagnées par les conservateurs. »

M. Chevrier a fait ensuite appel à l'union de tous les Français, combattant pour le salut du pays. M. Chevrier, au nom de l'assemblée, a remercié chaleureusement les orateurs, les Conseillers municipaux de Châlons sur Saône, les comités de la Saône et Loire et la presse départementale qui y était représentée.

Le soir a eu lieu un grand banquet. Le voyage de Guillaume II en Russie. Berlin, 1er juillet. — On assure que, dans une longue conférence qui a eu lieu entre l'Empereur et le Chancelier, il a été sérieusement question d'ajourner le voyage de Guillaume II en Russie ; mais il a été reconnu que cela n'était guère possible.

Cependant, pour dissiper les préoccupations du cabinet de Vienne, il aurait été décidé que le chancelier s'accompagnerait par l'Empereur pour laisser à la visite de ce dernier un caractère de courtoisie. Toutefois, la visite, faite d'abord au czar, et non à l'empereur d'Autriche, doyen des souverains, serait, assure-t-on, de nature à exciter la défiance de l'Autriche et de l'Italie.

L'incendie de Carcassonne. Les députés radicaux du département de l'Aude renoncèrent à interpellier le ministre de l'intérieur sur l'incendie de Carcassonne. Les députés ne veulent pas assurer la responsabilité d'une crise ministérielle en ce moment.

Paris, 1er juillet. — Le Temps a reçu la lettre suivante : « Monsieur le directeur, M. Turlet, député de l'Aude, nous informe qu'il renonce à interpellation sur l'incendie de Carcassonne. »

M. Turlet, député de l'Aude, nous informe qu'il renonce à interpellation sur l'incendie de Carcassonne. Les députés ne veulent pas assurer la responsabilité d'une crise ministérielle en ce moment.

Paris, 1er juillet. — Le Temps a reçu la lettre suivante : « Monsieur le directeur, M. Turlet, député de l'Aude, nous informe qu'il renonce à interpellation sur l'incendie de Carcassonne. »

M. Turlet, député de l'Aude, nous informe qu'il renonce à interpellation sur l'incendie de Carcassonne. Les députés ne veulent pas assurer la responsabilité d'une crise ministérielle en ce moment.

Paris, 1er juillet. — Le Temps a reçu la lettre suivante : « Monsieur le directeur, M. Turlet, député de l'Aude, nous informe qu'il renonce à interpellation sur l'incendie de Carcassonne. »

M. Turlet, député de l'Aude, nous informe qu'il renonce à interpellation sur l'incendie de Carcassonne. Les députés ne veulent pas assurer la responsabilité d'une crise ministérielle en ce moment.

Paris, 1er juillet. — Le Temps a reçu la lettre suivante : « Monsieur le directeur, M. Turlet, député de l'Aude, nous informe qu'il renonce à interpellation sur l'incendie de Carcassonne. »

M. Turlet, député de l'Aude, nous informe qu'il renonce à interpellation sur l'incendie de Carcassonne. Les députés ne veulent pas assurer la responsabilité d'une crise ministérielle en ce moment.

Paris, 1er juillet. — Le Temps a reçu la lettre suivante : « Monsieur le directeur, M. Turlet, député de l'Aude, nous informe qu'il renonce à interpellation sur l'incendie de Carcassonne. »

M. Turlet, député de l'Aude, nous informe qu'il renonce à interpellation sur l'incendie de Carcassonne. Les députés ne veulent pas assurer la responsabilité d'une crise ministérielle en ce moment.

Paris, 1er juillet. — Le Temps a reçu la lettre suivante : « Monsieur le directeur, M. Turlet, député de l'Aude, nous informe qu'il renonce à interpellation sur l'incendie de Carcassonne. »

M. Turlet, député de l'Aude, nous informe qu'il renonce à interpellation sur l'incendie de Carcassonne. Les députés ne veulent pas assurer la responsabilité d'une crise ministérielle en ce moment.

Paris, 1er juillet. — Le Temps a reçu la lettre suivante : « Monsieur le directeur, M. Turlet, député de l'Aude, nous informe qu'il renonce à interpellation sur l'incendie de Carcassonne. »

M. Turlet, député de l'Aude, nous informe qu'il renonce à interpellation sur l'incendie de Carcassonne. Les députés ne veulent pas assurer la responsabilité d'une crise ministérielle en ce moment.

VILLES INCENDIÉES EN SUÈDE

15.000 habitants sans abri. — 25 millions de dégâts. Paris, 1er juillet. — Un journal du matin publie les détails les plus affreux sur les effroyables incendies que nous avons signalés récemment et qui viennent de jeter la consternation en Suède.

C'est lundi dernier, 25 juin, vers trois heures de l'après-midi, que l'on a reçu à Stockholm la première dépêche annonçant que Sandviall était en flammes.

L'incendie, dissimulé en substance les dépêches, avait éclaté à Sandviall, vers onze heures du matin, au moment où soufflait une forte tempête du Nord-Est. Bientôt tous les efforts pour arrêter le progrès du feu étaient reconnus inutiles, et le maire, quelques heures après, télégraphia à l'empereur pour demander des troupes et pour annoncer que la ville était aux trois quarts détruite.

Il ne dit malheureusement que la stricte vérité. Parmi les édifices publics, seuls la gare, la prison et le lycée restèrent debout. Quant aux maisons, quelques-unes seulement ont été préservées. Les immenses brûlés représentent une valeur de 14 millions 250.000 couronnes, soit 19 millions 950.000 francs.

Plus de neuf mille habitants sont sans abri et réclament le plus ardent secours. Les troupes arrivées et l'on suppose que le nombre de ceux qui ont péri dans les flammes est considérable, bien qu'on ne puisse avoir encore aucune certitude à cet égard.

On juge de la stupéur qu'ont causée ces nouvelles à Stockholm. Le roi, averti aussitôt, a déclaré qu'il voulait se rendre à Sandviall et il a donné l'ordre de préparer un train spécial. Il est parti, à trois heures du matin, accompagné du ministre de l'intérieur et du ministre de la guerre. En hale on avait placé dans les wagons soixante-dix tentes et des fournaies empruntées aux casernes de la ville. La plus, la reine avait donné deux cents bouteilles de vin destinées aux malades.

Mais le plus affreux était à peine parti que d'autres dépêches alarmantes arrivaient à Stockholm. Le feu ne s'était pas borné à consumer Sandviall et l'incendie propagé par le vent, avait gagné les bois immenses qui se trouvent entre cette ville et le petit bourg de Svartvik.

De plus, on apprenait à la même heure, que la ville d'Umea, située tout à fait au nord de la Suède, venait d'être, elle aussi, la proie des flammes. Trois mille habitants sont plongés dans la misère et les pertes sont évaluées à deux millions de couronnes. Le feu s'est déclaré dans la scierie à vapeur de Holmsund et bientôt toute la ville d'Umea était en cendres.

Enfin, la nuit s'écoula sans les sinistres, et au moment où je vous écris, on annonce que les petites villes de Lilla-Edet, près de Gothenbourg, de Falun, de Sala et de Hamar, viennent d'être brûlées.

Sans ces derniers sinistres, les détails manquent parce que les communications télégraphiques sont interrompues, par suite sans doute de l'incendie des bureaux.

On sait seulement qu'à Hamar, cent hommes de troupes sont arrivés sur les lieux et que d'autres renforts sont attendus.

La cause de ces diverses catastrophes sont produites dans des villes très éloignées, les unes des autres on ne peut, jusqu'à présent, expliquer que par la grande sécheresse qui règne en ce moment.

Un nouveau membre de l'Institut. M. Roly dont les médailles ont fait sensation aux derniers salons de Bruxelles et d'Anvers, comme à Paris, où cet artiste est justement prisé, vient d'être nommé membre de l'Institut.

Un discours de Mgr Laviegrie. Paris, 1er juillet. — Mgr le cardinal de Laviegrie, ayant mis en tête, a prononcé, dans la

BOURSE DE PARIS

du lundi 2 juillet

Cours communiqués par le CRÉDIT LYONNAIS

Agence à Roubaix, rue de la Gare, 2.

Cours précéd.	VALEURS	Cours d'aujourd.	Cours de 2 h.	Cours de clôture.
53 1/2	3 0/0	53 1/2	53 1/2	53 1/2
106 3/4	4 1/2	106 3/4	106 3/4	106 3/4
64 3/4	3 1/2	64 3/4	64 3/4	64 3/4
19 1/2	1/2	19 1/2	19 1/2	19 1/2
74 1/2	4 1/2	74 1/2	74 1/2	74 1/2
40 1/2	1/2	40 1/2	40 1/2	40 1/2
114 1/2	4 1/2	114 1/2	114 1/2	114 1/2
101 1/2	1/2	101 1/2	101 1/2	101 1/2
114 1/2	4 1/2	114 1/2	114 1/2	114 1/2
82 1/2	1/2	82 1/2	82 1/2	82 1/2

BOURSE DE LILLE

du lundi 2 juillet

(par fil téléphonique spécial)

VALEURS	Cours	Cours précéd.
Lille 1860, remboursable à 100 fr.	103 50	103 50
Lille 1863, remboursable à 100 fr.	103 50	103 50
Lille 1871, remboursable à 100 fr.	103 50	103 50
Lille 1875, remboursable à 100 fr.	103 50	103 50
Lille 1880, remboursable à 100 fr.	103 50	103 50
Lille 1885, remboursable à 100 fr.	103 50	103 50
Lille 1890, remboursable à 100 fr.	103 50	103 50
Lille 1895, remboursable à 100 fr.	103 50	103 50
Lille 1900, remboursable à 100 fr.	103 50	103 50
Lille 1905, remboursable à 100 fr.	103 50	103 50
Lille 1910, remboursable à 100 fr.	103 50	103 50
Lille 1915, remboursable à 100 fr.	103 50	103 50
Lille 1920, remboursable à 100 fr.	103 50	103 50
Lille 1925, remboursable à 100 fr.	103 50	103 50
Lille 1930, remboursable à 100 fr.	103 50	103 50
Lille 1935, remboursable à 100 fr.	103 50	103 50
Lille 1940, remboursable à 100 fr.	103 50	103 50
Lille 1945, remboursable à 100 fr.	103 50	103 50
Lille 1950, remboursable à 100 fr.	103 50	103 50
Lille 1955, remboursable à 100 fr.	103 50	103 50
Lille 1960, remboursable à 100 fr.	103 50	103 50
Lille 1965, remboursable à 100 fr.	103 50	103 50
Lille 1970, remboursable à 100 fr.	103 50	103 50
Lille 1975, remboursable à 100 fr.	103 50	103 50
Lille 1980, remboursable à 100 fr.	103 50	103